

Exécutifs — Communauté française

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1987 portant nomination de deux membres du Conseil supérieur de la Famille pour la Communauté française et modifiant l'article 5, § 6, de l'arrêté royal du 25 octobre 1979, p. 5381.

Exécutifs — Région wallonne

Personnel communal. Révocation. Approbation, p. 5382. — Conditions d'accès. Approbation, p. 5382. — Conditions de promotion. Approbation, p. 5382. — Cadre. Conditions de recrutement. Approbation, p. 5383. — Association de communes. Expropriation. Procédure d'extrême urgence, p. 5383. — Modifications statutaires. Approbation, p. 5383. — Participation. Autorisation, p. 5383. — Comptes. Approbation, p. 5383.

Avis officiels*Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat*

Constitution d'une réserve de recrutement d'architectes, masculins et féminins, d'expression néerlandaise. Résultats, p. 5383.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 5384. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 5384. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 31 décembre 1986, n° L 385; du 30 mars 1987, n° L 86; du 2 avril 1987, n°s C 87 et L 90, et du 3 avril 1987, n°s C 88, C 89 et L 91, p. 5385.

Ministère des Finances

Administration des Douanes et Accises. Publications faites en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. Contingents tarifaires, p. 5392. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 5393.

Ministère de l'Education nationale

Jury d'Etat de l'enseignement universitaire. Sessions 1987. Inscriptions aux examens (régime français), p. 5396.

Executieven — Franse Gemeenschap

Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1987 houdende benoeming van twee leden van de Hoge Raad voor het Gezin voor de Franse Gemeenschap en tot wijziging van artikel 5, § 6, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1979, bl. 5382.

Officiële berichten*Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel*

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige architecten. Uitslagen, bl. 5383.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 5384. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 5384. — Inhoud van het *Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 31 december 1986, nr. L 385; van 30 maart 1987, nr. L 86; van 2 april 1987, nrs. C 87 en L 90, en van 3 april 1987, nrs. C 88, C 89 en L 91, bl. 5385.

Ministerie van Financiën

Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Tariefcontingenten, bl. 5392. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 5393.

« Ministère de l'Education nationale »

Examencommissie van de Staat voor het universitair onderwijs. Zittingen van 1987. Inschrijving voor de examens (Frans taalstelsel), bl. 5396.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 87 — 672

19 FEVRIER 1987. — Arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de l'industrie pharmaceutique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Vu les avis de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif flamand du 19 septembre 1984;

Vu l'omission de la part de l'Exécutif de la Région bruxelloise de donner suite à la demande d'avis du Gouvernement dans le délai prévu par le protocole réglant les consultations des Exécutifs par le Gouvernement et vice-versa;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 87 — 672

19 FEBRUARI 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater, afkomstig van de farmaceutische nijverheid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Gelet op de adviezen van de Waalse Gewestsexecutieve en van de Vlaamse Executieve van 19 september 1984;

Gelet op het nalaten vanwege de Brusselse Executieve gevolg te geven aan de adviesaanvraag van de regering binnen de termijn bepaald in het protocol tot regeling van de raadgepingen van de Executieven door de Regering en omgekeerd;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables aux déversements d'eaux usées provenant des entreprises fabriquant ou préparant des médicaments, des laboratoires de conditionnement et de contrôle avec leur animalerie, à l'exception des pharmacies et des laboratoires de recherche, y compris leur animalerie.

Par médicament, il faut entendre tout produit visé par les articles 1^{er} et 1^{er}bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, à l'exception des produits diététiques, des ligatures chirurgicales, des pansements stériles, du matériel de substitution ou de prothèse interne, du matériel stérile d'injection, de perfusion, de transfusion ou de drainage, ainsi que des sondes et cathéters.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, le secteur est divisé en sous-secteurs suivants :

1^o sous-secteur I : les usines de fabrication ou de préparation de médicaments par synthèse chimique pure;

2^o sous-secteur II : les usines de fabrication ou de préparation de médicaments par semi-synthèse ou par fermentation (antibiotiques et autres);

3^o sous-secteur III : les laboratoires de fabrication de formes pharmaceutiques, notamment les ampoules, les comprimés, les dragées, les capsules, les sirops, les solutions et y compris les vaccins, les auto-vaccins, les sérum et les antigènes, les laboratoires de conditionnement et de contrôle avec leur animalerie.

Art. 2. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes pour les trois sous-secteurs :

1^o la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées ne peut dépasser 200 milligrammes par litre;

2^o la somme des teneurs des composés organohalogénés et organophosphoriques dans les eaux déversées ne peut dépasser 0,005 milligrammes par litre;

3^o la teneur en azote Kjeldahl dans les eaux déversées ne peut dépasser 40 milligrammes par litre;

4^o la somme des teneurs des éléments suivants dans les eaux déversées : zinc, nickel, chrome, plomb, argent, antimoine, arsenic, baryum et sélénium, exprimée en ces éléments, que ceux-ci soient à l'état libre ou composé, ne peut dépasser 0,8 milligrammes par litre.

Art. 3. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 3^o, a et b du règlement général, la demande biochimique d'oxygène, en 5 jours et à 20 °C (BOD), des eaux déversées, ne peut dépasser 45 milligrammes par litre.

Art. 4. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics par le règlement général, s'ajoutent les conditions suivantes :

1^o pour le sous-secteur I :

a) la demande biochimique d'oxygène en cinq jours et à 20 °C (BOD) des eaux déversées, ne peut dépasser 2 000 milligrammes par litre;

b) la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées, ne peut dépasser 4 000 milligrammes par litre;

c) la teneur en chlorures dans les eaux déversées ne peut dépasser 2 000 milligrammes par litre;

d) la teneur en azote Kjeldahl dans les eaux déversées ne peut dépasser 150 milligrammes par litre;

e) la somme des teneurs en composés organohalogénés et organophosphoriques dans les eaux déversées, ne peut dépasser 0,025 milligrammes par litre;

f) la somme des teneurs en éléments suivants dans les eaux déversées : zinc, nickel, chrome, plomb, argent, antimoine, arsenic, baryum et sélénium, exprimée en ces éléments, que ceux-ci soient à l'état libre ou composé, ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

g) les eaux déversées ne peuvent dégager d'odeurs incommodes;

h) la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques dans les eaux déversées ne peut dépasser 15 milligrammes par litre;

i) le « flash point » des eaux déversées doit être supérieur à 50 °C;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater door de ondernemingen die geneesmiddelen fabriceren of bereiden, de conditionerings- en controlelaboratoria met hun proefdierenafdeling, met uitzondering van de apotheken en de onderzoekslaboratoria met inbegrip van hun proefdierenafdeling.

Onder geneesmiddelen wordt verstaan : elk produkt als bedoeld in de artikelen 1 en 1bis van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen met uitzondering van dieetprodukten, chirurgisch hechtingsmateriaal, steriele verbanden, vervangingsmateriaal of inwendige prothesen, steriel inspuitings-, perfusie-, transfusie- of drainagemateriaal, evenals sondes en catheters.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt de sector onderverdeeld in volgende subsectoren :

1^o subsector I : de bedrijven die geneesmiddelen fabriceren of bereiden door zuivere scheikundige synthese;

2^o subsector II : de bedrijven die geneesmiddelen fabriceren of bereiden door semi-synthese of door gisting (antibiotica en andere);

3^o subsector III : de laboratoria, die farmaceutische vormen fabriceren, namelijk ampullen, tabletten, pillen, capsules, siroop, oplossingen waaronder entstoffen, autovaccins, serums, antigenen, de conditionerings- en controlelaboratoria met inbegrip van hun proefdierenafdeling.

Art. 2. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna « het algemeen reglement » genoemd, worden volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd, voor de drie subsectoren :

1^o het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water mag 200 milligram per liter niet overschrijden;

2^o de som van de gehalten aan organische halogeenverbindingen en organische fosforverbindingen in het geloosde water mag 0,005 milligram per liter niet overschrijden;

3^o het gehalte aan Kjeldahlstikstof in het geloosde water mag 40 milligram per liter niet overschrijden;

4^o in het geloosde water mag de som der gehalten van volgende elementen : zink, nikkel, chroom, lood, zilver, antimonium, arsenicum, barium en selenium, uitgedrukt in deze elementen, hetzij in vrije toestand hetzij in verbindingen, 0,8 milligram per liter niet overschrijden.

Art. 3. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 3^o, a) en b), van het algemeen reglement mag het biochemisch zuurstofverbruik in 5 dagen en bij 20 °C (BOD) van het geloosde water 45 milligram per liter niet overschrijden.

Art. 4. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen, vastgesteld in het algemeen reglement, worden volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

1^o voor subsector I :

a) mag het biochemisch zuurstofverbruik in vijf dagen en bij 20 °C (BOD) van het geloosde water 2 000 milligram per liter niet overschrijden;

b) mag het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water 4 000 milligram per liter niet overschrijden;

c) mag het gehalte aan chloriden in het geloosde water 2 000 milligram per liter niet overschrijden;

d) mag het gehalte aan Kjeldahlstikstof in het geloosde water 150 milligram per liter niet overschrijden;

e) mag de som der gehalten aan organische halogeenverbindingen en organische fosforverbindingen in het geloosde water 0,025 milligram per liter niet overschrijden;

f) mag in het geloosde water de som van de gehalten aan de hierna vermelde elementen : zink, nikkel, chroom, lood, zilver, antimonium, arsenicum, barium en selenium, uitgedrukt in deze elementen, hetzij in vrije toestand, hetzij in verbindingen, 2 milligram per liter niet overschrijden;

g) mag het geloosde water geen hinderlijke geuren verspreiden;

h) mag het gehalte aan anionische, cationische en niet-ionische detergents in het geloosde water 15 milligram per liter niet overschrijden;

i) moet het « flash point » van het geloosde water hoger zijn dan 50 °C;

2° pour la production de médicaments par semi-synthèse ou fermentation :

a) la demande biochimique d'oxygène en cinq jours et à 20 °C (BOD) des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 milligrammes par litre;

b) la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées ne peut dépasser 7 500 milligrammes par litre;

c) la teneur en chlorures dans les eaux déversées ne peut dépasser 2 000 milligrammes par litre;

d) la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques dans les eaux déversées ne peut dépasser 15 milligrammes par litre pour la fabrication par fermentation seule, auquel cas la teneur maximale autorisée est de 120 milligrammes par litre;

e) la teneur en azote Kjeldahl dans les eaux déversées ne peut dépasser 150 milligrammes par litre;

f) les eaux déversées ne peuvent dégager d'odeurs incommodes;

g) les milieux de culture fongiques ou microbiens contenant des organismes vivants, ne peuvent être déversés à l'égout;

h) le « flash point » des eaux déversées doit être supérieur à 50 °C.

3° pour la fabrication de formes pharmaceutiques, d'unités de conditionnement et de laboratoires de contrôle :

a) les eaux déversées ne peuvent dégager d'odeurs incommodes;

b) les milieux de culture fongiques, microbiens ou viraux, contenant des organismes vivants, ne peuvent être déversés à l'égout;

c) la somme des teneurs en composés organohalogénés et organophosphoriques dans les eaux déversées ne peut dépasser 0,025 milligrammes par litre;

d) la somme des teneurs en éléments suivants, dans les eaux déversées : zinc, nickel, chrome, plomb, argent, antimoine, arsenic, baryum et sélénium, exprimée en ces éléments, que ceux-ci soient à l'état libre ou composé, ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

e) la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques dans les eaux déversées ne peut dépasser 15 milligrammes par litre;

f) le « flash point » des eaux déversées doit être supérieur à 50 °C.

4° dans le cas où plusieurs sous-secteurs sont réunis dans la même usine, les déversements de chacun des sous-secteurs doivent pouvoir être contrôlés séparément.

Art. 5. Pour vérifier s'il est satisfait aux conditions prévues par les articles 2 et 4, la mesure du « métal total » se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Art. 6. Les conditions sectorielles de déversement sont fixées en fonction des volumes spécifiques de référence suivants de l'effluent :

— 15 m³ par personne employée dans l'établissement et par jour pour les sous-secteurs I et II;

— 2 m³ par personne employée dans l'établissement et par jour pour le sous-secteur III.

Art. 7. L'arrêté royal du 22 avril 1977 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie pharmaceutique dans les égouts publics et dans les eaux de surface ordinaires, est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Mme M. SMET

2° voor de produktie van geneesmiddelen door semi-synthese of gisting :

a) mag het biochemisch zuurstofverbruik in vijf dagen en bij 20 °C (BOD) van het geloosde water 2 000 milligram per liter niet overschrijden;

b) mag het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water 7 500 milligram per liter niet overschrijden;

c) mag het gehalte aan chloriden in het geloosde water 2 000 milligram per liter niet overschrijden;

d) mag in het geloosde water het gehalte aan anionische, cationische en niet-ionische detergents 15 milligram per liter niet overschrijden, tenzij voor de fabricage door gisting alleen, in welk geval het maximum toegelaten gehalte 120 milligram per liter bedraagt;

e) mag het gehalte aan Kjeldahlstikstof in het geloosde water 150 milligram per liter niet overschrijden;

f) mag het geloosde afvalwater geen hinderlijke geuren verspreiden;

g) mogen de zwamachtige of bacteriologische kweekbodems die levende organismen bevatten niet geloosd worden in de riolering;

h) moet het « flash point » van het geloosde water hoger zijn dan 50 °C.

3° voor het maken van farmaceutische vormen, conditioneringseenheden en controlelaboratoria :

a) mag het geloosde afvalwater geen hinderlijke geuren verspreiden;

b) mogen de zwamachtige, bacteriologische of virale kweekbodems die levende organismen bevatten, niet geloosd worden in de riolering;

c) mag de som van de gehalten aan organische halogeenverbindingen en organische fosforverbindingen in het geloosde water 0,025 milligram per liter niet overschrijden;

d) mag, in het geloosde water, de som der gehalten van volgende elementen : zink, nikkel, chroom, lood, zilver, antimonium, arsenicum, barium en selenium, uitgedrukt in deze stoffen, hetzij in vrije toestand, hetzij in verbindingen, 2 milligram per liter niet overschrijden;

e) mag het gehalte aan anionische, cationische en niet-ionische detergents in het geloosde water 15 milligram per liter niet overschrijden;

f) moet het « flash point » van het geloosde water hoger zijn dan 50 °C.

4° voor het geval dat in één bedrijf meerdere subsectoren zijn verenigd, moeten de lozingen van de onderscheiden subsectoren afzonderlijk kunnen gecontroleerd worden.

Art. 5. Om na te gaan of voldaan is aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 2 en 4, geschiedt de meting van het « totaal metaal » aan de hand van een niet gefiltreerd monster aangezuurd tot pH 2.

Art. 6. De sectoriële lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van de volgende specifieke referentievolumen van het effluent :

— 15 m³ per persoon die in het bedrijf is tewerkgesteld en per dag voor de subsectoren I en II;

— 2 m³ per persoon die in het bedrijf is tewerkgesteld en per dag voor subsector III.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 22 april 1977 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater afkomstig van de farmaceutische nijverheid, in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren, wordt opgeheven.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

Le Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Mevr. M. SMET